

En guise d'éditorial de Jean-Claude Mailly

«La stratégie industrielle de l'État est menacée par l'austérité»

(Article paru dans Libération des 25 et 26 février 2012)

On assiste à un véritable défilé des prétendants à l'Élysée dans les usines. Est-ce une bonne chose?

Il est clair que c'est la première fois que la quasi-totalité des candidats à la présidentielle s'intéressent à l'industrie, et investissent à ce point les entreprises. Certes, personne n'est dupe, tout cela est lié à la campagne électorale. Mais, pour les salariés en difficulté, je considère que c'est toujours bon à prendre. Si on peut utiliser cette période pour pousser les politiques à agir, à s'intéresser à l'industrie, alors tant mieux...

Est-ce un engagement sincère?

Il y a visiblement un besoin de montrer, de la part des candidats, qu'ils n'oublient pas les ouvriers. On a un peu l'impression qu'ils redécouvrent, à cette occasion, la classe ouvrière. Au moins dans leur plan com... Beaucoup doivent se souvenir également que, dans le passé, ceux qui avaient considéré les ouvriers comme quantité négligeable, ou avaient eu des expressions malheureuses sur l'impuissance de l'État, en avaient fait les frais politiquement...

N'y a-t-il pas, cependant, des effets pervers pour les salariés?

Le risque, bien sûr, c'est que les entreprises qui ne sont pas médiatisées ne soient pas aidées. Car c'est avant tout là où la lumière des caméras se porte que des solutions sont trouvées. L'autre crainte, c'est que l'on oublie ces entreprises une fois les élections passées. Et quoi qu'il en soit, si des entreprises peuvent être aidées ici ou là, tout cela ne fait pas une politique industrielle.

Quels seraient les ingrédients d'une vraie politique industrielle?

Il faut que les candidats s'engagent clairement à soutenir ce secteur, qu'ils aient une réflexion d'ensemble, et qu'ils confrontent leurs idées sur ce dossier. Nous, nous avons fait des propositions: une vraie politique industrielle nationale ambitieuse est celle qui permet de renforcer la légitimité de l'intervention publique, de créer une vraie banque nationale pour l'industrie (en coordonnant les fonds nationaux existants), de régler la question des relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants, et de conditionner les aides publiques à l'emploi. C'est aussi une politique qui initie de grands projets publics et promeut des politiques sectorielles, dans le respect des compétences des branches professionnelles. C'est ainsi que pourront être relancées l'industrie et les créations d'emplois.

Le bilan de Nicolas Sarkozy sur ce point est-il positif?

La première période, lorsque Christian Estrosi était ministre de l'Industrie [2009-2010, ndlr], était intéressante. Avec les états généraux, le travail sur les filières... Mais, depuis son départ, pas grand-chose ou presque n'a été fait. Aujourd'hui, la stratégie industrielle de l'État est même menacée par une autre décision politique très récente: l'adoption du traité européen renforçant la rigueur budgétaire, qui limitera de fait les moyens de l'État pour l'industrie. Car qui dit austérité dit, au final, baisse des moyens accordés à la politique industrielle.

Votre homologue de la CFDT, François Chérèque, dénonce les pressions exercées par le pouvoir sur les chefs d'entreprise pour reporter les plans sociaux après les élections...

Je n'ai pas eu ce type de remontées. Mais je ne suis pas surpris par cette annonce, dans la mesure où des consignes ont déjà eu lieu dans le passé en période électorale. C'est une pratique d'autant plus plausible que nombre d'entreprises bénéficient d'aides publiques, ce qui permet de faire pression sur leurs dirigeants.

Si Nicolas Sarkozy semble apprécier les usines, il a des mots très durs contre les représentants des salariés, accusés de bloquer les réformes...

Ces propos sont inadmissibles. En gros, ce qu'il dit, c'est que si les syndicats ne sont pas d'accord avec lui, il passera outre. C'est une façon de court-circuiter les interlocuteurs sociaux qui ne fait pas honneur à la démocratie. Cela signifie-t-il que si demain il est en désaccord avec le Parlement, il fera de même? Tout ce discours relativise également les grand-messes sociales qui ont pu être organisées à l'Élysée ces cinq dernières années, et à propos desquelles il se vantait de nous écouter. Comme s'il ne s'agissait que d'une mise en scène.

Recueilli par Luc Peillon

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 29 février 2012



<http://fovinatier.free.fr/>